

Table des matières

Préface	9
I. Un membre à part entière de la famille franco-africaine (1960-1990)	17
Une société rwandaise transformée par la colonisation	18
La « révolution sociale » de 1959	22
L'État français pose le pied au Rwanda	24
Silence sur les massacres de Tutsis	26
Un ami de la France : le général-major Juvénal Habyarimana	28
Le problème des réfugiés et la formation du FPR	32
Veillée d'armes	33
II. Le soutien français à un régime en pleine dérive génocidaire	35
Octobre 1990 : le début de l'opération Noroît	37
Une agression extérieure venue d'un pays anglophone ou une guerre civile ?	38
Une lecture ethniste : « l'offensive ougando-tutsie »	41
L'offensive FPR de janvier 1991 et les massacres de Tutsis en représailles	44
Un officier français conseille l'état-major des FAR	48
La lutte entre démocrates et extrémistes	50
La menace de génocide est identifiée par les responsables français	53
Contestation du régime	54

Mars 1992 : les massacres des Tutsis du Bugesera	56
Avril-août 1992 : combat et négociations à Arusha	60
Été 1992 : l'armée française reste et livre des armes	63
Extension de l'assistance militaire française	64
Le processus de paix et ses ennemis	68
Automne 1992 : le génocide en gestation	72
Paris ne tient aucun compte des violations des droits de l'homme, dénoncées par une commission internationale	75
Février 1993 : la France bloque militairement l'offensive du FPR	80
Février 1993 : les responsables français enferrés dans leur hostilité au FPR	84
Une campagne de propagande pour diaboliser le FPR	90
Mars 1993 : Mitterrand passe le relais aux Nations unies	93
À Paris, les partisans de la ligne dure gardent des cartes en main	96
Les extrémistes hutus reprennent l'initiative	98
4 août 1993 : l'espoir renaît avec la signature des accords d'Arusha	102
21 octobre 1993 : le président burundais Melchior Ndadaye est assassiné	105
Au bord de l'abîme	106
III. Nos alliés les génocidaires	113
Attentat et coup d'État (6-9 avril 1994)	114
<i>Un attentat commis à l'instigation des extrémistes hutus</i>	114
<i>L'attentat, premier acte d'un coup d'État</i>	116

<i>La formation du gouvernement intérimaire est soutenue par l'ambassade de France</i>	118
<i>L'attentat, signal de déclenchement du génocide</i>	121
L'opération Amaryllis : 9-14 avril 1994	124
<i>Les liens des Français avec les FAR et les extrémistes</i>	124
<i>L'évacuation des étrangers... et de dignitaires extrémistes</i>	126
<i>Amaryllis abandonne les Tutsis à la mort</i>	128
<i>L'inaction du monde extérieur profite aux extrémistes</i>	130
Le génocide contre les Tutsis du Rwanda	132
<i>Les extrémistes neutralisent les opposants au génocide</i>	132
<i>L'État criminel</i>	135
<i>Le génocide d'État rencontre le génocide des voisins</i>	138
<i>Résistances et solidarité</i>	141
Malgré le génocide en cours, l'État français soutient ses alliés	143
<i>L'Élysée accueille les génocidaires et fait stopper une attaque de miliciens</i>	143
<i>La « stratégie indirecte » de l'État français</i>	145
<i>Un soutien sans faille aux autorités génocidaires</i>	148
<i>La présence de militaires français pendant le génocide</i>	151
<i>Livrer des armes aux génocidaires</i>	152
IV. Au secours des assassins	155
Genèse et débuts de l'opération Turquoise (juin 1994)	155
<i>Les autorités françaises poussées à intervenir</i>	155

<i>L'habillage humanitaire</i>	159
<i>Un consensus difficile au sein du pouvoir français</i>	162
<i>Turquoise : une technique maîtrisée, une motivation dissimulée</i>	164
<i>Le génocide des Tutsis occulté</i>	169
Les Tutsis de Bisesero abandonnés à leurs tueurs (26-30 juin 1994)	173
<i>27 juin 1994 : des Tutsis en danger de mort ou des « hommes du FPR » ?</i>	174
<i>28 juin 1994 : l'information sur les Tutsis de Bisesero se répand en interne et dans les médias</i>	176
<i>29 juin 1994 : le ministre Léotard est interpellé au sujet des survivants tutsis de Bisesero</i>	178
<i>30 juin 1994 : des subordonnés prennent l'initiative du sauvetage</i>	180
L'armée française et le FPR face à face	184
<i>La création de la zone humanitaire sûre</i>	185
Tenir le « pays hutu », puis protéger le repli de nos alliés vers le Zaïre	188
<i>Sanctuariser un « pays hutu »</i>	188
<i>Turquoise protège les Forces armées rwandaises</i>	191
<i>Les livraisons d'armes aux FAR continuent pendant Turquoise</i>	194
<i>Tentatives de justification des livraisons d'armes</i>	197
<i>Aux yeux d'officiers français, « les miliciens font la guerre »</i>	200
<i>Des contacts privilégiés avec les autorités locales génocidaires</i>	204

<i>Le gouvernement se réfugie auprès de Turquoise, qui le fait partir au Zaïre</i>	208
<i>Les radios ne sont pas neutralisées</i>	213
Un bilan humanitaire décevant	215
<i>L'humanitaire, de la façade à la réalité</i>	215
<i>Turquoise, le GIR et l'exode des Hutus</i>	218
<i>De mi-juillet à mi-août, Turquoise sécurise les opérations humanitaires</i>	221
<i>Bilan humanitaire : le « grand échec » de Turquoise ?</i>	222
Les génocidaires qui se réorganisent sont soutenus par les Français	224
<i>Les génocidaires s'installent au Zaïre</i>	224
<i>Des camps de réfugiés contrôlés par les génocidaires</i>	228
<i>Soutien français aux anciens dirigeants rwandais, hostilité envers les nouveaux</i>	230
<i>Les ex-FAR préparent l'invasion du Rwanda avec l'aide française</i>	232
<i>Les deux guerres du Congo et la déstabilisation de la région des Grands Lacs</i>	239
V. La Françafrique au prix d'un génocide	243
La politique africaine, domaine réservé du monarque républicain	248
La lutte contre l'influence « anglo-saxonne »	256
Honorer la parole de la France : la « garantie de sécurité » des États du pré carré	261
<i>Le pré carré français en Afrique, avatar de l'ex-empire colonial</i>	261

<i>La Françafrique : un système autoentretenu de relations interdépendantes</i>	262
Les militaires au cœur de la politique menée au Rwanda	265
<i>L'influence des militaires sur les responsables politiques</i>	265
<i>Le poids du groupe de pression militaro-colonial</i>	269
<i>Les forces spéciales et leur doctrine</i>	273
Une vision ethniste partagée par militaires et politiques	279
La Françafrique, fût-ce au prix d'un génocide	283
VI. La justice entravée	285
Obstructions à la justice internationale	285
France, terre d'accueil... pour extrémistes hutus	291
<i>Agathe Kanziga, la « sans-papiers » qui voulait lancer un appel à la continuation du génocide</i>	291
<i>La grande lenteur des instructions contre des Rwandais résidant en France</i>	295
<i>Vingt ans après, les premières condamnations</i>	298
<i>Mauvaise volonté judiciaire</i>	301
Bisesero : un millier de rescapés abandonnés par l'armée... et par la justice ?	304
<i>Obstructions à l'enquête sur Bisesero</i>	306
<i>Ce que l'enquête a établi et ce qu'elle refuse de chercher</i>	308
<i>Les juges refusent de tirer les conséquences des faits établis par leur enquête</i>	310
Exactions au camp de réfugiés de Murambi	312
Des viols de rescapées ?	314

Paul Barril : au service du gouvernement génocidaire	319
Des armes françaises pour les génocidaires	321
L'attentat contre l'avion : une enquête sous haute pression politique	325
<i>Des débuts orientés</i>	325
<i>Une instruction uniquement à charge contre le FPR</i>	326
<i>La charge contre le FPR s'effondre</i>	328
<i>Quels sont les éléments factuels qui subsistent ?</i>	329
<i>La DGSE accuse le colonel Bagosora</i>	331
<i>Deux militaires français tués parce qu'ils en savaient trop sur l'attentat ?</i>	335
<i>La justice n'a pas enquêté sur les extrémistes hutus</i>	339
<i>Pas d'enquête sur la piste de tireurs français</i>	340
<i>La justice française n'ira pas plus loin</i>	345
VII. Un négationnisme au cœur de l'État français	347
Le négationnisme ou la construction d'un récit falsifié	347
<i>Les trois éléments du discours négationniste</i>	347
<i>Les accusés du génocide des Tutsis s'autojustifient</i>	350
L'ombre du négationnisme au sein de l'État français	353
<i>« Génocide », « guerre civile » ou « massacres interethniques » ?</i>	353
<i>Génocide spontané, génocide improvisé ou génocide prémédité ?</i>	355
Le renversement de la culpabilité de l'attentat	358

<i>Tentative avortée de manipulation des députés</i>	359
<i>Instrumentalisation de la justice et manipulation de l'opinion publique</i>	362
Le renversement de l'accusation de génocide	364
<i>Un « double génocide » imaginaire</i>	364
<i>Une prétendue justification a posteriori : le cas du Congo</i>	369
Un négationnisme au cœur de l'État français	372
Conclusion. Une démocratie à construire	377
La Françafrique, avatar contemporain de l'État impérial français	377
L'État français, un État si peu démocratique	380
« Plus jamais ça » ?	384
Chronologie de la France au Rwanda	389
Cartes	395
Chaînes de commandement militaire de l'opération Noroît	397
Bibliographie sélective	399
Livres	399
Vidéos	401
Documents et archives	402
Liste des principaux sigles	403
Notes de référence	407

Index des personnes, des lieux et des organisations cités	479
Remerciements	503